

Conférence de presse

« Situation économique et perspectives conjoncturelles pour 2012 »

Lundi 5 décembre 2011

Seul le discours prononcé fait foi.

Le moteur de la croissance se grippe sérieusement

Exposé du professeur Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse

Mesdames et Messieurs,

Rappel de la situation

L'économie suisse se trouve dans une situation extrêmement délicate : du fait de la forte hausse du franc ces deux dernières années, de larges pans de l'économie sont en plein milieu d'un processus de mutation. La force du franc contraint les entreprises à réaliser des gains de productivité très élevés, habituellement obtenus sur plusieurs années et non pas sur quelques trimestres. Tous les processus sont examinés à la loupe afin d'identifier les possibilités de réaliser des économies. La plupart des solutions, comme l'augmentation des achats à l'étranger, la délocalisation d'emplois ou le gel des effectifs se traduisent à court terme par une diminution de la création de valeur en Suisse et affaiblissent sensiblement la dynamique économique. La force du franc ne pénalise pas seulement le secteur des exportations : les entreprises de sous-traitance doivent aussi se battre pour obtenir des contrats, le commerce de détail perd des parts de marché en raison du tourisme d'achat à l'étranger, alors que les importateurs et les grossistes doivent faire face à la concurrence des importations parallèles. Bref, toute l'économie pâtit de la cherté du franc et le processus d'adaptation va se prolonger pendant une grande partie de l'année prochaine. Cette phase de mutation est appelée à durer.

Jusqu'ici, les répercussions négatives de la rapide hausse du franc ont été atténuées par divers facteurs. Premièrement, la crise financière de 2009 a été suivie d'une reprise étonnamment rapide et robuste de l'économie mondiale, laquelle a stimulé la demande de produits et de services suisses jusqu'au milieu de cette année. La hausse du franc a réduit les marges des exportateurs. Deuxièmement, la BNS a empêché une surévaluation massive du franc en fixant un taux de change plancher qui offre à nouveau une certaine sécurité de planification aux exportateurs. Troisièmement, la plupart des entreprises suisses disposent de solides fonds propres, qui leur permettent de conserver leur capacité d'action en cas d'érosion de leurs marges. Quatrièmement, la plupart des entreprises n'ont pas commis l'erreur d'investir dans des activités à faible valeur ajoutée ou de maintenir des structures non rentables entre 2004 et 2008, lorsque le franc suisse était sous-évalué. La hausse de franc n'impose donc pas de rattraper un retard de restructuration, qui conduirait à une large suppression de modèles d'affaires inefficaces, mis en place en période de haute conjoncture. Cinquièmement, la nécessité de procéder à des restructurations serait nettement plus pressante si la

pénurie de main-d'œuvre relevée dans de nombreuses entreprises n'avait pas été atténuée par le flux d'immigration de ces dernières années. L'immigration a justement permis d'éviter, dans le secteur des exportations, une augmentation durable des coûts salariaux unitaires qui aurait conduit à des licenciements en masse. Les entreprises cherchent au contraire à conserver dans la mesure du possible leur personnel qualifié. Et, sixièmement, les importations deviennent plus avantageuses. La Suisse ne gagne pas seulement un franc sur deux à l'étranger, elle dépense à peu près autant hors de ses frontières. Des prix inférieurs accroissent le pouvoir d'achat des consommateurs et des entreprises.

Depuis l'été 2011, un net ralentissement conjoncturel a été observé sur les principaux marchés d'exportation. L'endettement dans la zone euro est une épée de Damoclès sur la croissance de l'économie mondiale. La croissance s'est effondrée dans les pays périphériques d'Europe et de grandes nations comme l'Italie, la France et la Grande-Bretagne commencent également à montrer des signes de faiblesse. L'économie allemande se porte un peu mieux, mais le pays ne pourra pas se soustraire à la spirale négative. Le chômage reste élevé aux États-Unis et la menace d'un nouveau ralentissement de la croissance s'est accentuée depuis quelques mois. L'économie suisse compte avec une croissance d'à peine 2 % en Suisse en 2011, un chiffre correspondant au potentiel de l'économie. Ce taux d'expansion relativement satisfaisant s'explique avant tout par la robustesse de la conjoncture au premier semestre. La croissance s'est révélée nettement plus faible au deuxième.

Nouvelle aggravation du problème de la dette européenne

À vrai dire, la croissance future de l'économie helvétique dépend étroitement de l'évolution de la crise de la dette dans la zone euro. Dans son scénario le plus plausible, l'économie suisse ne compte pas avec une détérioration de la situation d'endettement. Cependant, la probabilité d'une détérioration n'est malheureusement pas négligeable, car les investisseurs sont totalement désorientés par les solutions timides et progressives prônées par les politiciens européens et doutent que les réformes nécessaires seront vraiment menées à bien. Les pays du cœur de l'Europe comme la France ou même l'Allemagne ne pourront alors plus se soustraire à l'effet de contagion. Pivot d'une aggravation de la crise, l'Italie est à la fois « too big to fail » et « too big to rescue ». Une dynamique négative incontrôlée en Italie remettrait en question l'euro dans sa forme actuelle et conduirait à une profonde récession en Europe et très probablement aussi dans le reste du monde. Avec ce scénario, la Suisse serait frappée de plein fouet par une récession qui risque d'être bien pire que celle de 2009.

L'économie suisse s'attend à ce que la problématique de l'endettement en Europe perdure. Une bouffée d'oxygène ne peut malheureusement pas être espérée. La nécessité économique d'un défaut de paiement de la Grèce s'imposera tôt ou tard. Le taux d'endettement rapporté au PIB restera autour de 120 % et plus, également après que des créanciers privés auront abandonné « volontairement » leurs créances, ce que le pays n'a guère la capacité de supporter. Afin d'éviter que le défaut de paiement de la Grèce se propage à d'autres pays, il est très probable que des euro-obligations soient émises, que la Banque centrale européenne (BCE) procède à des rachats massifs d'emprunts d'État ou qu'un rôle encore plus important soit dévolu au Fonds Monétaire international (FMI), et ce malgré la résistance de l'Allemagne et les mises en garde de nombreux économistes. En résumé, l'économie suisse estime que l'industrie suisse sera confrontée à des défis encore plus nombreux en 2012. Il ne faut pas s'attendre à une résolution rapide de la problématique de l'endettement en Europe. L'introduction des accords de Bâle III n'éliminera pas non plus du jour au lendemain l'instabilité du secteur bancaire ; le danger d'un resserrement du crédit aux entreprises va au contraire augmenter à court terme en Europe. Les incertitudes persisteront et de nouveaux plans de rigueur seront adoptés par les gouvernements européens. Toutes ces mesures freineront la croissance sur le Vieux-Continent. Par conséquent, l'économie suisse table sur une stagnation de la zone euro en 2012.

Perspectives pour 2012 : léger recul des exportations

Pour 2012, l'économie suisse anticipe un ralentissement de la croissance par rapport à cette année. Le taux d'expansion devrait être à peine supérieur au point de stagnation. De nombreux secteurs économiques s'attendent à un taux de croissance négatif en 2012. En particulier les branches exportatrices traditionnelles, comme les industries des métaux, des machines, du textile, de l'agroalimentaire et du papier sont confrontées à une diminution de la création de valeur. L'industrie chimio-pharmaceutique se porte un peu mieux, mais doit également faire face à des défis : mis à part la force du franc, les mesures d'austérité engagées par maints États se font nettement sentir. L'année à venir sera particulièrement difficile pour le secteur du tourisme, qui n'a pas beaucoup de possibilités de réagir puisqu'une grande partie de sa base de coûts est en francs suisses. La forte hausse du franc de cet été a eu une résonance à l'étranger et redonné à la Suisse la réputation d'être un pays cher. La stagnation ou même la baisse du revenu disponible des ménages de la zone euro freine également la demande de services touristiques suisses. La création de valeur touristique en Suisse va donc clairement diminuer l'année prochaine.

L'horlogerie est la seule branche exportatrice à tirer son épingle du jeu. Après une année 2011 très fructueuse, elle poursuivra sa croissance l'année prochaine. Les exportations de services doivent également s'adapter aux nouvelles conditions. Si les assurances profitent du climat d'incertitude qui prévaut dans le monde, la force du franc et le bas niveau des taux érodent malheureusement le rendement des placements. Le secteur bancaire, qui n'est plus le principal soutien de la conjoncture est confronté au même problème. Globalement, l'économie suisse s'attend à un léger recul des exportations réelles en 2012.

Conjoncture soutenue par la construction et la consommation privée

La situation économique difficile des branches à vocation exportatrice pénalise aussi les secteurs sous-traitants (comme les emballages ou les grossistes) et conduit à une diminution des prestations aux entreprises (communication, publicité, etc.). Les processus d'adaptation nécessaires se renforcent dans toute l'économie. 2012 sera une année de transformation non seulement pour les entreprises exportatrices, mais également pour de larges pans de l'économie intérieure, car les entreprises devront s'adapter à la nouvelle donne par diverses stratégies. L'économie doit accroître son efficacité pour réduire ses coûts et développer les activités à forte valeur ajoutée. Le marché de consommation final (commerce de détail, vente par correspondance, vente de voitures, télécommunications) n'est pas épargné par la restructuration de l'économie provoquée par la fermeté du franc. Certaines branches sont en revanche confiantes pour 2012 : les assurances, les conseillers aux entreprises, les experts comptables, les transports et les technologies de l'information tablent sur une création de valeur plus importante l'an prochain.

Le marché intérieur soutiendra pourtant la conjoncture. Quatre facteurs généreront de la croissance. Premièrement, la consommation privée sera stimulée par les salaires réels légèrement plus élevés et la poursuite de l'immigration. Deuxièmement, l'activité de construction se maintiendra à un haut niveau. Alors que la construction commerciale et industrielle s'inscrit en repli, le génie civil et le secteur du logement affichent une robuste croissance. Troisièmement, les dépenses de santé continueront d'augmenter. Quatrièmement, la demande sur le marché intérieur sera également soutenue par l'augmentation de la consommation des pouvoirs publics.

Hausse modérée du taux de chômage, prix stables

La situation conjoncturelle difficile aura des répercussions sur le marché de l'emploi. Pour 2012, l'économie s'attend à une progression du chômage à 3.6 % environ en moyenne annuelle. Cette hausse est relativement modérée, car la Suisse connaît toujours une pénurie de main d'œuvre qualifiée. Les travailleurs licenciés peuvent donc espérer se réinsérer rapidement dans le monde du

travail. La transformation en cours dans de nombreuses entreprises repose par ailleurs sur des bases saines, de sorte que la solution réside souvent dans des innovations et une optimisation des processus, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un ajustement douloureux de structures inefficaces. De plus, le secteur suisse de la construction, pourvoyeur de nombreux emplois, n'est pas confronté à des problèmes structurels comme cela est le cas aux États-Unis ou en Espagne.

La cherté du franc a également des côtés positifs. En effet, la hausse des prix sur le marché intérieur (surtout les prix immobiliers) est contrebalancée par la baisse des prix à l'importation. Avec le ralentissement de la dynamique économique, la Suisse pourrait même connaître temporairement une inflation négative. En moyenne annuelle, l'économie suisse compte pourtant avec une inflation tout juste positive en 2012.

Conjoncture internationale – un colosse aux pieds d'argile

À l'heure actuelle, l'appréciation de la conjoncture se fonde sur le scénario principal d'une escalade de la crise de l'euro. Au cas où des réformes crédibles conduiraient à une stabilisation de la crise de la dette en zone euro au cours des mois à venir, la croissance de l'économie suisse serait plus robuste. Les risques d'une détérioration de la situation sont néanmoins très nombreux. Premièrement, la France serait elle aussi prise dans la tourmente en cas d'aggravation de la crise de l'endettement européenne, entraînant dans son sillage l'Allemagne, qui avait jusqu'ici joué un rôle stabilisateur. Deuxièmement, le ralentissement de la croissance qui se dessine en Chine pèserait fortement sur la conjoncture internationale s'il se confirme et pénaliserait lourdement l'industrie d'exportation suisse. Enfin, les États-Unis peinent à retrouver le chemin de la croissance, car les ajustements structurels nécessaires après une crise financière et économique déclenchée par une bulle immobilière prennent évidemment du temps.

Un nouveau ralentissement de la croissance économique mondiale serait un véritable poison pour l'industrie exportatrice helvétique, qui devrait alors digérer non seulement la cherté du franc, mais également une diminution des volumes et donc un recul massif de la création de valeur totale. Une telle évolution renforcerait considérablement la nécessité d'effectuer des ajustements dans l'économie suisse.